

Don d'organes: «C'est un résultat de solidarité»

La population fribourgeoise s'est montrée favorable aux trois objets en jeu hier sur le plan fédéral.

Tout comme la population suisse, les Fribourgeois ont accepté hier les trois objets fédéraux soumis au vote. Le sujet le plus disputé a été la nouvelle loi sur le cinéma, qui prévoit que les services de streaming investissent au moins 4% de leur chiffre d'affaires dans la création indigène. Refusée dans sept cantons, elle a convaincu 63,9% des Fribourgeois. «La jeunesse a peut-être eu un peu peur de devoir payer davantage pour s'abonner à des services comme

Netflix. Mais je suis très contente que cet objet ait passé, spécialement pour la Romandie, qui a besoin d'une plus grande promotion des films suisses», observe Ursula Schneider Schüttel, conseillère nationale socialiste.

La conseillère aux Etats Isabelle Chassot, ancienne directrice de l'Office fédéral de la culture, abonde dans le même sens. «Le cinéma romand ne vit que par la collaboration et les coproductions avec la France. Dans ce contexte, ces 4% seront un instrument très important. Cela crée en quelque sorte un quatrième pilier dans le soutien à la cinématographie aux côtés

de la Confédération, des cantons via des fonds régionaux comme Cinéforum et de la SSR», souligne la centriste.

C'est oui également à la modification de la loi sur la transplantation, validée dans le canton par 73,3% des votants. «C'est un résultat de solidarité. Aujourd'hui, nous savons qu'il n'y a pas assez de dons d'organes dans notre pays. Et nous savons aussi que, dans les pays qui ont déjà introduit le principe du consentement présumé, il y en a davantage. A présent, nous devons vraiment mettre en place des campagnes d'information efficaces. Car il s'agit d'une décision personnelle. Et les gens

doivent pouvoir faire leur choix en connaissance de cause», relève la conseillère nationale Christine Bulliard-Marbach (centre).

Enfin, les Fribourgeois ont accepté le renforcement du mandat de l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex) à 75,2%. «L'argent supplémentaire qui sera versé par la Suisse est important pour maintenir une collaboration au sein de l'Espace Schengen dans le but de gérer l'immigration. Et je pense que notre pays en profite également», salue le conseiller national Pierre-André Page (udc). >>